



l'étincelle

Le directeur industriel de
Renault empoche 610 000 €
En remerciement des
suppressions d'emplois ?

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 16 mars 2021

Le coup d'État de trop

Dimanche dernier, l'armée birmane a de nouveau tiré sur la foule des manifestants et décrété la loi martiale dans les quartiers populaires de la capitale économique, Rangoun. Depuis leur putsch du 1^{er} février dernier en Birmanie, les militaires ont déjà fait plus de 124 morts. Mais malgré cette répression, la population continue avec courage à faire grève et à manifester dans tout le pays, derrière des slogans tels que : « Libérez nos dirigeants » ou « Respectez nos votes ». De son côté, le conseil de sécurité de l'ONU n'a rien trouvé de mieux que de demander aux forces armées birmanes de « faire preuve de la plus grande retenue ».

Un capitalisme couleur kaki

Depuis plus de soixante ans, en Birmanie (ou le Myanmar, son nom officiel), l'armée exerce la réalité du pouvoir. Mais elle avait dû lâcher du lest devant les classes populaires qui n'en peuvent plus, en libérant en 2010 l'opposant Aung San Suu Kyi, qui a accédé au gouvernement en 2016. L'armée n'en conservait pas moins ses positions clés à la tête du pays et l'ancienne prix Nobel de la paix ne s'y est jamais franchement opposée. Elle a même couvert des massacres commis par l'armée birmane sur les Rohingyas, une minorité de religion musulmane du pays. Mais pour la population laborieuse, ce début d'évolution du régime était un espoir. C'est au succès de Aung San Suu Kyi aux élections législatives de novembre dernier que les chefs de l'armée ont voulu mettre un terme par leur putsch. Pour conserver leur mainmise totale non seulement sur le pouvoir politique mais aussi sur l'économie du pays. Le chef de la junte dirige deux des plus grands conglomérats économiques de Birmanie, dont les activités s'étendent à presque tous les secteurs : zones portuaires, mines de jade et de rubis, immobilier et construction. Un vrai capitalisme kaki.

Entreprises françaises complices

C'est avec ces groupes géants, contrôlés par les militaires, que les multinationales présentes en Birmanie font affaire. Le matériel du français Idemia, « leader de l'identité augmentée », a aidé à arrêter 1 700 opposants au coup d'État. Les mensonges de la chaîne d'État « Myanmar Radio and Television » continuent à être diffusés par une des filiales de Canal+. Accor, Lafarge ou Bouygues ont également d'importants intérêts dans le pays.

La part du lion revient au groupe Total, qui partage une bonne part des ressources pétrolières du pays avec le groupe américain Chevron et quelques

autres. En 1995, Total était déjà mis en cause pour avoir fait construire son gazoduc à travers la jungle birmane en ayant recours au travail forcé, sous la surveillance de l'armée. Sans parler des pots-de-vin pour obtenir ses contrats.

De la désobéissance civile à la grève générale

Ce sont précisément ces travailleurs, surexploités par les militaires comme par les multinationales occidentales, qui sont en première ligne dans la résistance au coup d'État. Dans le cadre d'un vaste mouvement dit de « désobéissance civile », de nombreux salariés ont complètement cessé le travail. Les écoles, les administrations, les hôpitaux et les banques sont fermés.

Les 600 000 femmes salariées des usines textiles participent à la lutte. Les employés des compagnies d'électricité et des chemins de fer sont en grève. Leurs syndicats ont appelé avec succès le reste de la population à ravitailler les grévistes et à suspendre la perception des loyers du côté des propriétaires, pour ceux qui participent à la grève. Le 10 mars, les forces de sécurité ont lancé un raid contre les 800 cheminots grévistes de la gare de Rangoun, encerclé les immeubles où ils résident avec leurs familles et défoncé les portes des appartements.

La classe ouvrière, jeune, révoltée par l'exploitation et le manque de libertés, est dans la rue. Ses aspirations à la liberté et aux droits démocratiques, à pouvoir s'organiser pour défendre ses propres exigences sociales et politiques comme celles de bien d'autres, fait d'elle une lourde menace pour la junte militaire. L'économie birmane est aux mains des dirigeants de l'armée. Ce capitalisme kaki repose sur l'exploitation des travailleurs. Ce sont eux au final qui ont les moyens de renverser ce système et d'en finir une bonne fois pour toutes avec la dictature militaire.

Sans Bureau Fixe

La direction profite du télétravail et du Covid pour fermer « temporairement » les bâtiments Astéria, Pluton, le Gradient et le Connect à Vélizy. Du temporaire qui risque de durer vu ses projets immobiliers. Les salariés de ces bâtiments qui reviennent sur site sont invités à trouver eux-mêmes des postes de travail libres dans la Ruche. Quant à leurs occupants, ils sont priés de faire place nette pour les « visiteurs »... au risque de tomber sur des squatters à leur retour. Sympa l'organisation.

Jamais 3 sans 4

La direction impose trois jours de congé obligatoires pour ne pas avoir à les provisionner. Mais il faut encore qu'elle les impose entre le 12 avril et le 7 mai. Impossible de les accoler avec le lundi de Pâques (5 avril) ou le jeudi de l'Ascension (13 mai). Pour avoir une semaine complète, il faudra rallonger la mise jusqu'à 4. Dire qu'il y en a qui sont payés pour pousser si loin l'hypocrisie.

Vendredi tout est permis

Pour avoir une semaine de congés, la direction a voulu obliger les salariés à poser 5 jours, alors que les vendredis sont chômés. Elle a dû reculer face au mécontentement général. Comme quoi, c'est possible

N'y compensez plus

Les vendredis chômés ne sont plus neutralisés dans le portail Horaire Variable des ETAM et font passer le compteur HV en négatif. Réponse des RH : « *Les choses rentreront dans l'ordre dès l'action de la paie. Tant que le portail n'est pas à jour, vous n'aurez pas la possibilité de poser de compensations. En revanche, vous pouvez poser des CTI* ». Un bug qui tombe à pic pour vider les compteurs de congés.

Violation de contrat

Dans de plus en plus d'UET, des postes sont supprimés. Les chefs annoncent alors aux salariés concernés qu'ils doivent se trouver un poste ailleurs. Renault a pourtant obligation de leur fournir du travail : la direction s'y est engagée en signant leurs contrats de travail.

Ce n'est pas le moment de la fermer

Les 350 salariés des Fonderies de Bretagne ont appris que Renault avait décidé de vendre l'usine. À qui ? Mystère. Au printemps dernier, Renault avait reculé face à la mobilisation des salariés et annoncé une « revue stratégique » : une stratégie visant à gagner du temps et éviter que leur grève s'étende aux autres sites Renault aussi menacés. Il s'agirait maintenant de trouver un repreneur. La seule reprise à l'ordre du jour, c'est celle de la lutte contre la fermeture des fonderies et toutes les suppressions d'emploi.

L'Ingénierie dépasse les Borgne

La direction de l'Ingénierie s'apprêterait à externaliser la maintenance des moyens d'essais selon plusieurs syndicats. Une trentaine de salariés Renault de Guyancourt, Aubevoye et Lardy de la DEA-TM seraient concernés. Il n'y a pas de fumée sans feu, surtout que la méthode a déjà été pratiquée par Gilles Le Borgne à PSA. Aucune imagination.

Officier de CAR

Le 1^{er} mars, le directeur de l'Ingénierie Renault était interviewé par la com' interne sur le plan CAR21 qui vise à « rationaliser les effectifs » et à « réduire les coûts ». « *Le plan démarre de manière timide* » a déclaré Gilles Le Borgne qui s'adresse alors aux salariés : « *je ne vous demande pas de quitter le groupe, mais au moins de regarder les opportunités qu'offrent ce plan* ». Il n'a qu'à donner l'exemple.

Elior, restaurateur de profits

Les salariés d'Elior sont menacés par un plan de licenciement : 65 emplois doivent disparaître pour le seul TCR. Renault baisse ses contrats et ne prévoit pas de rouvrir tous les selfs. Renault et Elior (qui gère la restauration de 20 sites Renault en France) ont comme priorité la restauration de leurs profits sur le dos des salariés. Il est urgent de leur imposer l'interdiction des licenciements.

De Los Pesos

Le directeur industriel de Renault, Jose Vincente De Los Mozos, a revendu 15 000 actions Renault pour la somme de 610 000 euros. Renault les lui avaient attribuées gratuitement à titre « d'actions de performance ». Ça fait plaisir de voir que les efforts des salariés de Renault paient.

Menaces sur Lardy

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire a écrit à un sénateur de l'Essonne qui s'inquiétait de l'avenir du site Renault de Lardy que « *Renault a conscience de la sensibilité du sujet. Les salariés se verraient proposer d'aller vers d'autres sites de l>IDF, si une décision de restructuration devait être prise* ». Il s'en dit des choses entre Le Maire et Renault dont les salariés ne sont pas au courant...

Daimler liquide

Renault a vendu ses actions dans Daimler et empêché 1,14 milliards d'euros. De quoi rassurer les « investisseurs » et rebooster l'action Renault. Mais qui ne freine même pas la course interne aux économies. Pour défendre leurs emplois, les salariés devront mener leurs propres actions.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre